

ZAC EUREKA SERVITUDE NON HABITAT

Annexe(s) :

102059903

ED/MGA/

**L'AN DEUX MIL VINGT TROIS,**

**LE**

**A MONTPELLIER (Hérault), 21 rue Foch, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,**

**Maître Emmanuel DOSSA, Notaire, associé de la Société dénommée « Laurent VIALLA, Emmanuel DOSSA, Loïc MARILLAT et Fanny THOORIS, notaires associés d'une société civile professionnelle titulaires d'offices notariaux à Montpellier », lesdits offices notariaux situés à MONTPELLIER (Hérault) 21 rue Foch et à MONTPELLIER (Hérault) L'Ammonite 72 boulevard Pénélope, soussigné,**

**A RECU LE PRESENT ACTE CONTENANT RENONCIATION A SERVITUDE à la requête de :**

1°) La commune de **MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de l'Hérault, dont le siège social est situé à MONTPELLIER (34), Hôtel de Ville, 1, Place Georges Frêche, identifiée au SIREN sous le numéro 213401722.

2°) La Société dénommée **SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**, Société anonyme à conseil d'administration au capital de 1770000 €, dont le siège est à MONTPELLIER (34), 50 place Zeus, CS39556, identifiée au SIREN sous le numéro 521130716 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

3°) L'établissement public dénommé **MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**, anciennement dénommé **LE DISTRICT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**, Établissement Public de Coopération Intercommunale, personne morale de droit public, dont le siège est à MONTPELLIER (34961), 50 place Zeus, CS 39556, identifiée au SIREN sous le numéro 243400017.

4°) La Société dénommée **SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE**, par abréviation S.E.R.M, Société Anonyme d'Economie Mixte, dont le siège est à MONTPELLIER (34000), Hôtel de Ville de Montpellier, Immeuble Etoile Richter, 45 Place Ernest Granier, identifiée au SIREN sous le numéro 462800160 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

5°) La Société dénommée **SNC PALMER-PLAGE**, Société en nom collectif au capital de 4811125 €, dont le siège est à PARIS 16ÈME ARRONDISSEMENT (75016), 30 rue Kléber, identifiée au SIREN sous le numéro 479859282 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

6°) La société dénommée **VERGNIAUD**, société par actions simplifiée à associé unique, ayant son siège social à PUTEAUX (92800), 3, Cours du Triangle, identifiée au SIREN sous le numéro 485 075 642 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE.

7°) La société dénommée **ARTESOL AIX 1**, société à responsabilité limitée à associé unique, ayant son siège social à LE VESINET (78110), 52, avenue Georges Clémenceau, identifiée au SIREN sous le numéro 511 220 634 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VERSAILLES.

8°) La société dénommée **ARTESOL ENERGIE SOLAIRE**, société par actions simplifiée à associée unique ayant son siège social à PARIS (75116), 12, rue de Presbourg, identifiée au SIREN sous le numéro 520 222 357 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

9°) La société dénommée **BATIPART REGIONS 2**, société par actions simplifiée, ayant son siège social à PARIS (75116), 28, avenue Victor Hugo, identifiée au SIREN sous le numéro 841 086 192 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

10°) La société dénommée **DELL COMPUTER**, société anonyme ayant son siège social à MONTPELLIER, 1068, rue de la Vieille Poste, identifiée au SIREN sous le numéro 351 228 229 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

11°) La société dénommée **SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS**, société civile de placement immobilier, ayant son siège social à SAINT-HERBLAIN (44), 2 rue Françoise Sagan, identifiée au SIREN sous le numéro 342 803 236 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES.

12°) La société dénommée **SCI TERRA VERDE**, société civile immobilière au capital de 1.200,00 euros, dont le siège est à MAUGUIO (34130), 51 rue Charles Nungesser, Immeuble Le Delta, identifiée au SIREN sous le numéro 798305348 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

13°) La société dénommée **BFIFRANCE FINANCEMENT**, société anonyme ayant son siège social à MAISONS ALFORT (94), 27-31, Avenue du Général Leclerc, identifiée au SIREN sous le numéro 320 252 489 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL.

14°) La société dénommée **BAIL ACTEA IMMOBILIER** et anciennement NORD EUROPE LEASE, ayant son siège social à PARIS (2<sup>ème</sup> arrondissement), 4, rue Gaillon, identifiée au SIREN sous le numéro 379 321 953 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

15°) La société dénommée **PABLO 1.4** et anciennement **COPPER 1 4**, société civile ayant son siège social à SAINT AFFRIQUE (12), 1, rue Henri Michel, Bâtiment Dourdou, identifiée au SIREN sous le numéro 807 828 322 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RODEZ.

#### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur siège social respectif.

Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu en l'office notarial.

#### **PRÉSENCE – REPRÉSENTATION**

#### **EXPOSE**

I - Aux termes d'un acte reçu par Maître Dominique GRASSET, alors notaire à BAILLARGUES, le 30 décembre 1998, contenant vente entre le DISTRICT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER, désormais dénommé « MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, et la SERM, il a été constitué la servitude, ci-après littéralement rapportée :

*« Il est ici rappelé que le VENDEUR a aménagé et édifié sur un ensemble de parcelles mitoyen et dont est issue une partie de l'immeuble, objet des présentes, un parc d'activités dénommé « PARC INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE DE LA POMPIGNANE » ; ledit parc étant régi par un état descriptif de division primaire ainsi qu'il a été dit ci-dessus.*

*Ce parc se caractérise par un paysagement de qualité, le souci de l'architecture, un grand respect de l'environnement et de la sécurité des biens et des personnes, de la permanence des services. La vocation de ce parc est d'accueillir des entreprises industrielles ou de service oeuvrant dans le domaine technologique. Les activités susceptibles d'entraîner des nuisances (visuelles, sonores, olfactives) en sont exclues.*

*Afin de maintenir et de favoriser les activités se trouvant sur ce parc, les parties s'obligent réciproquement, à titre perpétuel, savoir :*

*- Le VENDEUR à maintenir la vocation du « PARC INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE DE LA POMPIGNANE à usage d'activités ; ladite obligation étant mise à la charge de l'ensemble des propriétaires actuels ou futurs ainsi qu'à tout locataire ou occupant dudit parc aux termes des statuts de l'Association syndicale libre régissant ledit « PARC INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE DE LA POMPIGNANE » ayant fait l'objet d'un dépôt au rang des minutes du notaire associé soussigné le 14 novembre 1994.*

*Ladite obligation portant sur l'assiette foncière régie par l'état descriptif de division primaire dont il est parlé ci-dessus, sis à MONTPELLIER rue de Pinville et rue de la Vieille Poste et cadastrée :*

*Section RR, N°s :*

14	23.697 m2
22	2.602 m2
26	3.071 m2
31	13.274 m2

32	3.447m2
35	1.034 m2
36	79.442 m2

*Section RS, N°s :*

4	18.620 m2
15	154.121 m2
8	43 m2
9	13 m2
11	1.820 m2
12	13.786 m2

*Soit une superficie de 314.970 m2.*

*- L'ACQUEREUR s'oblige à affecter l'immeuble, objet des présentes, à un usage de parc d'activités, à maintenir cette destination et d'imposer aux futurs acquéreurs ou occupants à quelque titre que ce soit le maintien et le respect de cette destination ; il s'interdit d'y édifier toutes constructions à usage d'habitation à l'exception de logement de gardien.*

*Ladite obligation portant sur l'immeuble, objet des présentes, savoir :*

- Section RR n°16 d'une superficie de neuf ares soixante centiares (09a 60ca)*
  - Section RR n°17 d'une superficie de cinquante trois ares vingt deux centiares (53a 22ca)*
  - Section RR n°18 d'une superficie de vingt ares dix sept centiares (20a 17ca)*
  - Section RR n°19 d'une superficie de un hectare soixante dix neuf ares cinquante huit centiares (1ha 79a 58ca)*
  - Section RR n°21 d'une superficie de cinq hectares cinquante trois ares vingt trois centiares (5ha 53a 23 ca)*
  - Section RS n°2 d'une superficie de soixante neuf ares un centiare (69a 01 ca)*
  - Section RS n°14 d'une superficie de un hectare cinq ares quatre vingt dix huit centiares (1ha 05a 98ca)*
- Soit une superficie totale de neuf hectares quatre vingt dix ares et soixante dix neuf centiares (9ha 90a 79ca).*

*La présente servitude réciproque à titre perpétuel est consentie et acceptée à titre gratuit sans indemnité de part ni d'autre.*

*Pour la perception du salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques, la présente constitution de servitude est évaluée à MILLE FRANCS (1.000,00 F). »*

Une copie authentique de cet acte de vente a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau, les 26 janvier et 29 mars 1999, volume 1999P, numéro 1113.

Il - Aux termes d'un acte de vente par Maître Dominique GRASSET, alors notaire à BAILLARGUES, le 4 novembre 1999, contenant vente la Compagnie IBM FRANCE au profit de la SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTELLIERAINE (SERM), il a été constitué la servitude, ci-après littéralement rapportée :

1.6.1. Constitution d'une servitude d'habitat

*Il est ici rappelé que le VENDEUR a aménagé et édifié sur un ensemble de parcelles mitoyen et dont est issue une partie de l'immeuble objet des présentes, un parc d'activités dénommé "PARC INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE DE LA POMIGNANE" ; ledit parc étant régi par un état descriptif de division primaire ainsi qu'il a été dit ci-dessus.*

Ce parc se caractérise par un paysagement de qualité, le souci de l'architecture, un grand respect de l'environnement et de la sécurité des biens et des personnes, la permanence des services; La vocation de ce parc est d'accueillir des entreprises industrielles ou de service œuvrant dans le domaine technologique. Les activités susceptibles d'entraîner des nuisances (visuelles, sonore ou olfactives) en sont exclues.

Afin de maintenir et de favoriser les activités se trouvant sur ce parc, les parties s'obligent réciproquement et à titre perpétuel, savoir :

- le VENDEUR à maintenir la vocation du PARC INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE DE LA POMPIGNANE à usage d'activités ; ladite obligation étant mise à la charge de l'ensemble des propriétaires actuels ou futurs ainsi qu'à tout locataire ou occupant dudit parc aux termes des statuts de l'Association syndicale libre régissant ledit PARC INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE DE LA POMPIGNANE ayant fait l'objet d'un dépôt au rang des minutes du notaire associé soussigné le 14 novembre 1994.

Ladite obligation portant sur l'assiette foncière régie par l'état descriptif de division primaire dont il est parlé ci-dessus, sis à MONTPELLIER rue de Pinville et rue de la Vieille Poste et cadastrée :

Section RR, Nos :

14 23.697 m<sup>2</sup>

22 2.602 m<sup>2</sup>

26 3.071 m<sup>2</sup>

31 13.274 m<sup>2</sup>

32 3.447 m<sup>2</sup>

35 1.034 m<sup>2</sup>

36 79.442 m<sup>2</sup>

Section RS, Nos

4 18.620 m<sup>2</sup>

16 147.659 m<sup>2</sup>

8 43 m<sup>2</sup>

9 13 m<sup>2</sup>

11 1.820 m<sup>2</sup>

12 13.786 m<sup>2</sup>

Soit d'une superficie totale de 308.508 m<sup>2</sup>

- L'ACQUEREUR s'oblige à affecter l'immeuble, objet des présentes, à un usage de parc d'activités, à maintenir cette destination et d'imposer aux futurs acquéreurs ou occupants à quelque titre que ce soit le maintien et le respect de cette destination ; il s'interdit d'y édifier toutes constructions à usage d'habitation à l'exception de logement de gardien.

Ladite obligation portant sur l'immeuble, objet des présentes, savoir :

- section RS n° 17 d'une superficie de soixante-quatre ares soixante-deux centiares (64a 62ca)

La présente servitude réciproque à titre perpétuel est consentie et acceptée à titre gratuit sans indemnité de part ni d'autre.

Une copie authentique de cet acte de vente a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau, le 26 novembre 1999, volume 99P numéro 17382.

III – Afin de faciliter la lecture du présent acte, les parties ont établi le tableau de concordance ci-après :

Références cadastrales figurant dans l'acte du 30.12.1998	Références cadastrales actuelles	Propriétaire Actuel
RR 14	RR 107	SA3M
	RR 108	
	RR 109	

RR 22	RR 22	SNC PALMER PLAGE
RR 26	RR 26	
RR 31	RR 31	SA 3M
RR 32	RR 51	Annulée (DP)
	RR 114 (ex 52)	SNC PALMER PLAGE
	RR 115 (ex 52)	SA 3M
RR 35	RR 49	Annulée (DP)
	RR 50	SNC PALMER PLAGE
RR 36	RR 110	SNC PALMER PLAGE
	RR 111	SA 3M
	RR 112	
	RR 113	
RS 4	RS 4	SNC PALMER PLAGE
RS 15	RS 16	SNC PALMER PLAGE
	RS 17	DELL
RS 8	RS 8	SA 3M
RS 9	RS 9	SA 3M
RS 11	RS 11	SA 3M
RS 12	RS 12	SA 3M
RR 16 RR 17 RR 18 RR 19 RR 21	RR 40	DELL
	RR 43	DELL
	RR 47	Ville de MONTPELLIER
	RR 53	Annulée (DP)
	RR 55	Annulée (DP)
	RR 63	SCPI ATLANTIQUE MURS REGION
	RR 79	
	RR 66	ETABLISSEMENT MMM
	RR 67	ETABLISSEMENT MMM
	RR 68	Société BATIPART REGIONS 2
	RR 70	Volumes 2 et 3 : bail à construction au profit de la société ARTESOL ENERGIE SOLAIRE
		Société BATIPART REGIONS 2
	RR 69	Volumes 2 3 et 4 : bail à construction au profit de la société ARTESOL ENERGIE SOLAIRE
		Société VERGNIAUD
	RR 77	Volumes 2 et 3 : Bail à construction au profit de la société ARTESOL AIX 1
	RR 84	SCI TERRA VERDE
	RR 93	Société BFI France et NORD EUROPE LEASE
	RR 94	Crédit bail au profit d la société PABLO 1.4
	RR 103	SERM
	RR 106	
	RR 102	
	RR 104	SA 3M
	RR 105	
RS 2 – RS 14	RS 19	DELL
	RS 20	DELL
	RS 21	Ville de MONTPELLIER

IV - La Ville de Montpellier a confié à la SA3M la réalisation d'une opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, au travers une concession d'aménagement signée le 17 novembre 2016.

Cette opération, limitrophe de la ZAC EUREKA, prévoit une reconstitution de la trame viaire du haut plateau de la Pompignane, avec l'arrivée d'équipements structurants, proches des divers immeubles concernés par les servitudes ci-dessus relatées.

C'est dans ce cadre que la Ville de Montpellier a souhaité annuler lesdites servitudes, afin de tenir compte de ses intentions urbaines et des évolutions du secteur, ce qui a été accepté par les différents intervenants aux présentes.

CECI EXPOSE, il est passé à l'annulation de servitude, objet des présentes.

## **ANNULATION DE SERVITUDE RECIPROQUE**

### **DESIGNATION DES BIENS GREVES DE LA SERVITUDE RECIPROQUE**

#### **A MONTPELLIER (34000) - Hérault**

Un ensemble de parcelle figurant au cadastre sous les relations suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
RR	107	Mas de Pastourel	00ha 07a 69ca
RR	108	Mas de Pastourel	00ha 01a 04ca
RR	109	Mas de Pastourel	02ha 28a 24ca
RR	22	Mas de Pastourel	00ha 26a 02ca
RR	26	Mas de Pastourel	00ha 30a 71ca
RR	31	Mas de Pastourel	01ha 32a 74ca
RR	50	Mas de Pastourel	00ha 09a 46ca
RR	47	Mas de Pastourel	00ha 11a 35ca
RR	114	Mas de Pastourel	00ha 00a 91ca
RR	115	Mas de Pastourel	00ha 32a 53ca
RR	110	Mas de Pastourel	07ha 08a 53ca
RR	111	Mas de Pastourel	00ha 18a 21ca
RR	112	Mas de Pastourel	00ha 07a 48ca
RR	113	Mas de Pastourel	00ha 00a 20ca
RS	4	Rue de la Vieille Poste	01ha 86a 20ca
RS	16	Rue de Pinville	14ha 76a 59ca
RS	17	Rue de la Vieille Poste	00ha 64a 62ca
RS	8	Rue de la Vieille Poste	00ha 00a 43ca
RS	9	Rue de la Vieille Poste	00ha 00a 13ca
RS	11	Rue de la Vieille Poste	00ha 18a 20ca
RS	12	Rue de la Vieille Poste	01ha 37a 86ca
RR	40	Mas de Pastourel	00ha 13a 21ca
RR	43	Mas de Pastourel	01ha 98a 54ca
RR	63	81 Rue Euclide	00ha 60a 40ca
RR	79	Mas de Pastourel	00ha 46a 53ca
RR	68	Rue Euclide	00ha 00a 15ca
RR	70	260 Rue Euclide	00ha 30a 59ca
RR	69	188 Rue Euclide	00ha 95a 45ca
RR	77	Mas de Pastourel	00ha 35a 00ca
RR	94	Mas de Pastourel	00ha 12a 48ca
RR	103	Mas de Pastourel	00ha 37a 72ca
RR	106	Mas de Pastourel	00ha 40a 89ca
RR	66	Mas de Pastourel	00ha 09a 54ca
RR	67	Rue de Pommessargues	00ha 20a 99ca
RR	102	Mas de Pastourel	00ha 09a 48ca
RR	104	Mas de Pastourel	00ha 00a 12ca
RR	105	Mas de Pastourel	00ha 10a 05ca
RR	84	Mas de Pastourel	00ha 54a 49ca
RR	93	201 Rue Euclide	00ha 27a 39ca

RS	19	1 Rond Point Benjamin Franklin	01ha 22a 49ca
RS	20	1 Rond Point Benjamin Franklin	00ha 12a 39ca
RS	21	Rue de la Vieille Poste	00ha 40a 38ca

### **ETATS DESCRIPTIFS DE DIVISION EN VOLUMES**

1°) Les parcelles cadastrées section RR numéros 68 et 70 ont fait l'objet d'un état descriptif de division en volumes reçu par Maître Vincent ROUSSEL, Notaire à PARIS 7<sup>ème</sup>, le 20 septembre 2010, dont une copie authentique a été publiée au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 2 novembre 2010, volume 2010P, numéro 16140.

Aux termes de cet acte, il a été créé trois volumes portant les numéros 1 à 3.

2°) La parcelle cadastrée section RR numéro 69 a fait l'objet d'un état descriptif de division en volumes reçu par Maître Vincent ROUSSEL, Notaire sus-nommé, le 20 septembre 2010, dont une copie authentique a été publiée au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 3 novembre 2010, volume 2010P, numéro 16244.

Aux termes de cet acte, il a été créé quatre volumes portant les numéros 1 à 4.

3°) La parcelle cadastrée section RR numéro 77 a fait l'objet d'un état descriptif de division en volumes reçu par Maître Vincent ROUSSEL, Notaire sus-nommé, le 22 décembre 2011, dont une copie authentique a été publiée au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 23 janvier 2012, volume 2012P, numéro 2255.

Aux termes de cet acte, il a été créé trois volumes portant les numéros 1 à 3.

### **EFFET RELATIF**

#### **1°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR n°s 66 et 67 :**

Acquisition par l'établissement MONTPELLIER MEDITERRANNE METROPOLE suivant acte reçu par Maître CAULIER, Notaire à BAILLARGUES, le 5 novembre 2015, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 27 novembre 2015, volume 2015P, numéro 16214.

#### **2°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR n° 47 et RS n° 21 :**

Acquisition par la Ville de MONTPELLIER suivant acte reçu par Maître GRASSET, Notaire à BAILLARGUES, le 19 décembre 2003, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 16 janvier 2004, volume 2004P, numéro 680.

#### **3°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR n° 31 et RS n°s 8, 9, 11 et 12 :**

Acquisition par la SA 3M suivant acte reçu par Maître CAULIER, Notaire sus-nommé, le 21 décembre 2018, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 4 janvier 2019, volume 2019P, numéro 181.

#### **4°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR n°s 50, 115, 107, 108, 111, 112 et 113 :**

Acquisition par la SA3M suivant acte reçu par Maître DOSSA, Notaire à MONTPELLIER le 22 décembre 2020, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 19 janvier 2021, volume 2021P, numéro 1189.



**5°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR numéros 26, 110 et 114 et RS n°s 4 et 16 :**

Acquisition par la SNC PALMER PLAGE suivant acte reçu par Maître Hubert WARGNY, notaire à PARIS, le 30 décembre 2004, publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1 le 23 février 2005, volume 2005P, numéro 2697.

**6°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR n°s 102, 104 et 105 :**

Acquisition par la SA3M suivant acte reçu par Maître DOSSA, Notaire soussigné, le 25 novembre 2020, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 18 décembre 2020, volume 2020P, numéro 20121.

**7°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR numéros 94, 103 et 106 :**

Acquisition par la SERM suivant acte reçu par Maître GRASSET, Notaire à BAILLARGUES, 4 août 1999, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 22 décembre 1999, volume 1999P, numéro 13988.

Attestation rectificative publiée audit bureau des hypothèques le 22 décembre 1999, volume 1999P numéro 18822.

**8°) En ce qui concerne la parcelle cadastrée section RR numéros 109 :**

Traité de fusion entre la SCI PALMER MONTPELLIER, société absorbée, et la SNC PALMER PLAGE, société absorbante, déposée au rang des minutes de Me CAROCHE, Notaire à PARIS, le 8 août 2019, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 9 octobre 2019, volume 2019P, numéro 18046.

**9°) En ce qui concerne la parcelle cadastrée section RR numéro 22 :**

Acquisition par la SNC PALMER PLAGE suivant acte reçu par Maître GRASSET, Notaire sus-nommé, le 7 avril 2006, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 2 juin 2006, volume 2006P numéro 7597.

**10°) En ce qui concerne les volumes de la parcelle cadastrée section RR numéro 69 :**

- En ce qui concerne les volumes 2, 3 et 4 : Bail à construction entre la société ARTEA TOULOUSE 1 et la société ARTESOL ENERGIE SOLAIRE reçu par Me Vincent ROUSSEL, Notaire à PARIS 7<sup>ème</sup> le 20 septembre 2010, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 16 novembre 2010, volume 2010P numéro 16933.

- En ce qui concerne les volumes 1 à 4 : Acquisition des volumes 1 à 4 par la société BATIPART REGIONS 2 suivant acte reçu par Maître DELCHIN, Notaire à PARIS 8<sup>ème</sup>, le 30 novembre 2018, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 14 décembre 2018, volume 2018P numéro 21906.

**11°) En ce qui concerne les lots de la copropriété cadastrés section RR numéro 77 :**

- Acquisition des volumes 1 à 3 par la société VERGNIAUD suivant acte reçu par Me Vincent ROUSSEL, Notaire sus-nommé, le 22 décembre 2011, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 17 février 2012, volume 2012P numéro 4641.

- Bail à construction portant sur les volumes 2 et 3, entre la société VERGNIAUD et la société ARTESOL AIX 1, reçu par Me ROUSSEL, Notaire sus-nommé, le 22 décembre 2011, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 16 mars 2012, volume 2012P numéro 6319.

Acte rectificatif audit bail reçu par ledit Me ROUSSEL, le 2 mars 2012, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 16 mars 2012, volume 2012P, numéro 6320.

**12°) En ce qui concerne les volumes de la parcelle cadastrée section RR numéros 68 et 70 :**

- Bail à construction portant sur les volumes 2 et 3, entre la société ARTEA TOULOUSE 1 et la société ARTESOL ENERGIE SOLAIRE reçu par Me ROUSSEL, Notaire sus-nommé, le 20 septembre 2010, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 9 novembre 2010, volume 2010P numéro 16630.

- En ce qui concerne les volumes 1 à 3 : Acquisition par la société BATIPART REGION 2 suivant acte reçu par Maître DELCHIN, Notaire sus-nommé, le 30 novembre 2018, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 14 décembre 2018, volume 2018P numéro 21917.

**13°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR numéro 40 et section RS numéros 17 et 19 :**

Acquisition par la société DELL suivant acte reçu par Maître GRASSET, Notaire sus-nommé, le 21 décembre 2000, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 20 février 2001, volume 2001P numéro 2420.

**14°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR n° 43 et section RS n° 20 :**

Acquisition par la société DELL suivant acte reçu par Maître GRASSET, Notaire sus-nommé, le 9 octobre 2001, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 9 novembre 2001, volume 2001P, numéro 15394.

**15°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section RR n°s 63 et 79 :**

Acquisition par la SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS suivant acte reçu par Maître PARADIS, Notaire à BAILLARGUES, le 20 avril 2012, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 18 mai 2012, volume 2012P, numéro 9379.

Acte complémentaire reçu par ledit notaire le 20 avril 2013, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 17 mai 2013, volume 2013P, numéro 7012.

**16°) En ce qui concerne la parcelle cadastrée section RR n° 84 :**

Acquisition par la SCI TERRA VERDE suivant acte reçu par Maître CAULIER, Notaire à BAILLARGUES, le 8 janvier 2014, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 18 février 2014, volume 2014P, numéro 2599.

**17°) En ce qui concerne la parcelle cadastrée section RR n° 93 :**

Acquisition par les sociétés BFIFRANCE et NORD EUROPE LEASE à concurrence de moitié indivise chacune, suivant acte reçu par Maître COLOMBIER, Notaire à PARIS 17<sup>ème</sup>, le 30 mars 2015, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau le 26 mai 2015, volume 2015P numéro 6335.

Attestation rectificative valant reprise pour ordre du 14 janvier 2016, publiée le 18 janvier 2016, volume 2016P numéro 901.

Crédit-bail immobilier entre la société NORD EUROPE LEASE et la Société PABLO 1.4, suivant acte reçu par Maître BECHU, Notaire à PARIS, le 30 mars 2015, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1<sup>er</sup> bureau, le 22 juin 2015, volume 2015P, numéro 7471.

Attestation rectificative valant reprise pour ordre du 16 février 2016, publiée le 29 février 2016, volume 2016P numéro 3302.

### **RENONCIATION A SERVITUDE**

Les requérants aux présentes déclarent renoncer expressément et irrévocablement à la servitude réciproque constituée aux termes de l'acte sus-énoncé, reçu par Maître GRASSET, alors Notaire à BAILLARGUES, 30 décembre 1998, imposant aux propriétaires et occupants des parcelles objets de cette servitude à maintenir la vocation du « PARC INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE DE LA POMPIGNANE » à un usage d'activités.

La présente renonciation à servitude est d'effet immédiat et définitif entre les parties et leurs successeurs.

### **ABSENCE D'INDEMNITE**

Cette renonciation à servitude est consentie sans aucune indemnité de part ni d'autre.

### **EVALUATION**

Pour la publicité foncière et la perception de la contribution de sécurité immobilière, la renonciation est évaluée à ++++ euros.

### **FRAIS**

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par ++++

### **PUBLICITÉ FONCIÈRE**

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1.

### **POUVOIRS**

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

### **AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs convenues.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant stipulation d'indemnité non rapportée aux présentes.

### **FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES**

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

**DONT ACTE sans renvoi**

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.